

sous cet angle, les conséquences relatives de l'investissement européen au Canada ne se sont pas renforcées considérablement pendant les années 80. Des investisseurs européens contrôlaient 5 p. 100 de l'actif de toutes les sociétés non financières au Canada au début de la dernière décennie, et cette proportion est passée tout juste à 6 p. 100 en 1988 (dernière année pour laquelle on dispose de données). Leur part des recettes est demeurée stable, se situant à environ 5 p. 100.<sup>7</sup>

- En ce qui concerne l'investissement étranger indirect (c.-à-d., les instruments de portefeuille), la part des États-Unis s'est considérablement contractée pendant les années 80 (de 60 p. 100 en 1983 à 38 p. 100 en 1991). Les investissements en portefeuille de la part de la Communauté européenne ont contribué à combler l'écart, la valeur de ces avoirs progressant de presque 30 milliards de dollars pour atteindre près de 80 milliards de dollars pendant la même période. Néanmoins, la part détenue par la CE des investissements étrangers en portefeuille au Canada n'a que modestement augmenté : de 18 à 22 p. 100. Celle du Japon a crû beaucoup plus rapidement : de 4 à 16 p. 100. La part revenant à des pays non-membres de l'OCDE a progressé de 6 à plus de 11 p. 100.<sup>8</sup>

L'apogée de la dernière forte poussée de fusions et d'acquisitions est maintenant clairement chose du passé. En outre, les investisseurs d'Europe de l'Ouest s'intéressent de plus en plus au soutien de l'unification allemande, au réoutillage que nécessite le processus d'intégration de l'Europe 1992, ainsi qu'aux énormes besoins de l'arrière-cour orientale de l'Europe. Il s'ensuit qu'il n'y a guère lieu de s'attendre à ce que l'investissement européen au Canada dépasse pendant les années 90 les volumes relatifs atteints au cours de la dernière décennie.

---

<sup>7</sup> Statistique Canada, CALURA 1988, Tableau 1, pp. 126-127, et Tableau 4, p. 139; CALURA 1982, Tableau 3, p. 141. Depuis le début des années 70, les sociétés contrôlées par des intérêts canadiens ont détenu, de manière générale, une part croissante de l'actif et des recettes des sociétés non financières; cette tendance ne s'est que modestement inversée, en ce qui concerne l'actif, durant la frénésie des fusions et des acquisitions de la part de sociétés étrangères, phénomène qui a atteint son apogée en 1988-1989.

<sup>8</sup> Statistique Canada, Catalogue 67-202, 1981-1984, Tableau 15, pp. 48-49 et 1991, Tableau 2, pp. 35-37.